

# Le droit de négocier, c'est fondamental !

Nous n'avons pas oublié le décret de décembre 2005 imposé par le gouvernement Charest. Trois ans après ce triste coup de force, nous sommes en pleine campagne électorale et les partis politiques se montrent timides à aborder le sujet. Pourtant, c'est bien par la négociation que passe la recherche de solutions véritables aux problèmes que vivent les travailleuses et les travailleurs des services publics.

Pour bien rappeler à nos patrons et candidats et candidates en élection notre volonté de mettre fin au régime des décrets, nous avons joint deux outils à cet envoi. D'abord, un autocollant qui pourra servir dans votre établissement pour rappeler à tous que nous entendons bien reconquérir notre droit de négocier. Nous vous suggérons de les distribuer dès maintenant, de les utiliser lors de visites de candidats ou même d'organiser une activité particulière dans votre syndicat. Vous trouverez également une affichette qui souligne l'importance de cette question dans le contexte d'une campagne électorale à la veille d'une nouvelle ronde de négociation dans le secteur public.

## Régime de négociation

Je profite de la présente pour faire le point sur les travaux menés en intersyndicale sur le régime de négociation. Nous menions avec la FTQ et cinq autres organisations syndicales des discussions avec le Conseil du trésor depuis deux mois afin d'apporter, éventuellement, des modifications au Code du travail. Notre objectif est d'en arriver à un véritable processus de négociation dans le secteur public et ainsi de réduire la tentation du gouvernement d'imposer ses vues par des lois spéciales.

Comme ces changements exigent des modifications législatives, nous nous étions fixé l'objectif de conclure une entente avant l'ajournement des travaux de l'Assemblée nationale en décembre. À cause du déclenchement de la campagne électorale provinciale, ces discussions sont présentement suspendues. Si le prochain gouvernement affiche une intention très claire de poursuivre sérieusement ces travaux, nous y participerons. Cependant, nous estimons qu'ils devront mener à des modifications législatives rapidement à l'hiver 2009.

Après la période de changement d'allégeance syndicale prévue en juillet 2009, nous avons comme objectif de démarrer rapidement les consultations dans les syndicats sur nos projets de conventions afin d'être en mesure d'entamer les négociations avec le gouvernement avant l'échéance du décret, fixée au 31 mars 2010.

***Négocier, c'est un droit;  
des décrets, plus jamais!***

*Louis Roy, vice-président CSN*

## ... SOMMAIRE ...

— Campagne électorale 2008 . . . . .	2
— Bravo la Philo! . . . . .	3
— Pour en finir avec les crises . . . . .	4
— Solidarité internationale «Noir Canada» . . . . .	5

Bulletin de la Coalition-Cégeps<sup>1</sup>

# Campagne électorale 2008

## Quelle place pour les cégeps?

Qui pourrait prétendre que la campagne électorale québécoise bat son plein? Et c'est bien là le problème. La grisaille de l'automne québécois déteint sur une campagne qui tarde à réellement se mettre en marche. Résultat, de nombreux enjeux fondamentaux sont littéralement escamotés au profit d'on ne sait trop quoi. On conviendra de la nécessité que les candidates et candidats, peu importe leur allégeance politique, s'engagent à prendre position sur des questions préoccupantes comme le financement du réseau des cégeps et les réinvestissements à venir dans les collèges. Pour faciliter la compréhension de leurs positions respectives, voici un bref résumé des engagements des différentes formations politiques en matière d'enseignement supérieur et, plus particulièrement, envers le réseau des cégeps.

## Les positions du Parti libéral du Québec (PLQ)

En prétendant axer la campagne électorale sur les priorités économiques, le dessein du gouvernement Charest était de tabler sur l'incertitude économique pour rallier une majorité à l'Assemblée nationale. Dans sa plateforme électorale *L'économie d'abord, oui*, le PLQ annonce quelques mesures touchant les cégeps et des investissements dans les infrastructures des collèges. Le PLQ ne précise pas la hauteur des investissements qu'il préconise. Dans le chapitre de son programme intitulé «Investir dans le savoir et les compétences des Québécois», alors que des investissements sont annoncés pour l'éducation primaire, secondaire et universitaire, aucune mesure ne touche le réseau collégial.



## Les engagements du Parti québécois (PQ)

Dans la section de sa plateforme électorale intitulée «L'éducation : la clé d'une société gagnante», le PQ fait état de ses orientations et de ses engagements. Pour le réseau des cégeps, la préoccupation d'assurer l'accessibilité sur l'ensemble du territoire québécois est présente. En plus de lutter contre le décrochage scolaire, le Parti québécois préconise de réinvestir en enseignement supérieur sans toutefois chiffrer cet engagement. On souhaite également tenir un sommet sur le financement de l'enseignement supérieur et réformer l'aide financière aux études. Finalement, il est proposé de revoir la structure de financement de l'enseignement postsecondaire en région pour tenir compte de la réalité démographique, et ce, en misant notamment sur *l'utilisation des nouvelles technologies*.



## Le programme de l'Action démocratique du Québec (ADQ)

Le programme de l'ADQ, intitulé *Le nouveau modèle québécois autonomiste, un plan pour défendre le pouvoir d'achat*, fait peu de place au réseau des cégeps. De fait, dans la perspective adéquiste, la décentralisation vers les institutions et le renforcement de l'autonomie locale sont présentés comme les pistes d'avenir assurant le plein développement du système d'éducation au Québec.

On ne trouve donc pas d'engagement précis en ce qui a trait au réseau collégial si ce n'est des orientations générales pour contrer le décrochage et pour rapprocher la formation professionnelle (...et technique) du milieu de travail.



❖ ❖ Suite de la page 3

## Le plan de Québec solidaire (QS)

Québec solidaire propose un train de mesures permettant de réaliser la gratuité scolaire en éliminant entre autres les frais afférents dans les cégeps et de réformer le système d'aide financière aux études.

QS s'engage également à réinvestir massivement dans les établissements d'enseignement postsecondaire pour combler le sous-financement actuel et à rémunérer les stages professionnels réalisés dans le cadre de la formation. QS prévoit enfin de nombreuses mesures pour recentrer l'enseignement sur l'apprentissage des connaissances.



## LA COALITION-CÉGEPS LANCE UN APPEL À TOUTES ET TOUS

Interpellez les candidates et candidats de chaque parti et amenez-les à clarifier leurs propositions sur les réinvestissements à réaliser dans le réseau des cégeps.

<sup>1</sup> La Coalition-Cégeps est composée des organisations suivantes : la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ), l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSE); la Fédération des employées et employés des services publics (FEESP-CSN), la Fédération du personnel de soutien de l'enseignement supérieur (FPSES-CSQ) et le Syndicat canadien de la fonction publique (SCFP-FTQ); la Fédération du personnel professionnel des collèges (FPPC-CSQ) et le Syndicat des professionnels du gouvernement du Québec (SPGQ); la Fédération autonome du collégial (FAC), la Fédération des enseignantes et enseignants de cégep (FEC-CSQ), la Fédération nationale des enseignantes et des enseignants du Québec (FNEEQ-CSN) et le Syndicat des professeurs de l'État du Québec (SPEQ).

# Bravo la Philo !

Je veux ici saluer l'initiative de nos collègues du département de philosophie qui ont eu la judicieuse idée, pour une deuxième fois, d'amener la philosophie hors des classes et de nous offrir de la vivre comme elle se présente à nous tous les jours, en organisant une semaine de la philosophie au Collège Ahuntsic. Ils nous ont proposé un tour d'horizon des questions que soulèvent l'actualité et les débats de société contemporains, telles la question raciale, l'écologie et la justice sociale, la valeur du travail et la poursuite du bonheur, le choc des religions, la question autochtone. Ils nous ont aussi fait explorer la philosophie par le biais de nos musiques préférées, du cinéma, du théâtre, des arts, de la culture en général et bien sûr de questions plus proprement philosophiques comme l'origine du langage ou de la morale. Ils ont réussi à attirer au Collège pour ce « voyage au centre des idées » des spécialistes reconnus, cinéastes, médecins, juristes, scientifiques, politiciens, penseurs, qui se sont joints à eux pour nous guider dans l'exploration de notre univers.

Ils ont surtout montré la capacité des professeurs à réaliser la concertation entre professeurs d'un même département et avec ceux d'autres disciplines, comme ce fut le cas avec

biologie, graphisme, histoire, littérature, mathématique, politique, psychologie et sociologie. Ce type d'événement valorise le savoir et sa diffusion, contribue au rayonnement de l'institution et à la création d'un environnement propice à susciter chez nos étudiants un intérêt et une curiosité indispensables au « goût » de poursuivre des études. J'ajouterais également que le Collège devrait encourager des projets de ce type et reconnaître l'ampleur du travail que cela implique en fournissant les moyens de leur réalisation.

« Aventuriers, découvreurs ou touristes dans l'univers des idées, quels que soient les chemins que vous choisirez d'emprunter, osez le dépaysement, explorez de nouveaux sentiers et prenez le risque de destinations inconnues. »

Voilà le voyage auquel nous conviaient les membres du comité organisateur du département de philosophie et les coordonnatrices, Julie Cloutier et Denise Poirier, qui ont accompli un travail colossal.

J'ai apprécié le bout de chemin que j'ai fait avec eux, merci aux guides.

*Robert Arpin, Novembre 2008*

# Pour en finir avec les crises

Crise alimentaire, crise économique et financière, décédément, les crises se succèdent et secouent violemment le monde de l'économie capitaliste. Ceci fait dire à plus d'un que c'est le capitalisme lui-même qui se retrouve en crise. La crise financière actuelle est due en grande partie aux fondements du capitalisme qui prétend que les marchés financiers doivent être, déréglementés qu'ils sont en mesure de s'autoréguler sans que l'État intervienne. Force est de constater que cette déréglementation a généré un monstre, en permettant, entre autres, la naissance de fonds de placement spéculatifs à haut risque et non réglementés, dont les fameux « hedge funds ».

Les répercussions des pertes d'argent liées à cette crise ébranlent les banques, les assurances ainsi que les fonds de pension. On apprenait récemment qu'au cours des 15 derniers mois aux États-Unis, les fonds de pension ont enregistré des pertes de 2 000 milliards. La poursuite du profit à court terme et d'une rentabilité maximale à tout prix a généré une énorme bulle spéculative, insoutenable à long terme. Cette bulle a fini par exploser, entraînant l'économie au bord du gouffre, après avoir permis aux courtiers et aux cadres du secteur financier de s'en mettre plein les poches. Ironiquement, alors que les tenants du capitalisme purs et durs, sont les premiers à s'élever contre l'intervention de l'État, ils seront sauvés par les fonds publics. À titre d'exemple, mentionnons le plan Paulson aux États-Unis, plan de sauvetage des banques qui prévoit un investissement du Trésor de 700 milliards, ce qui représente bien plus que le PIB de la plupart des pays. Pendant ce temps, c'est plus de cinq millions de ménages états-uniens qui ont perdu leur maison.

## Voir venir les choses pour ne pas en faire les frais

Cette crise du capitalisme servira sûrement de prétexte pour imposer de nouveaux reculs sociaux. Les classes dominantes seront tentées de refiler la facture aux travailleuses et aux travailleurs. Quant à nous, il est hors de question de se laisser entraîner sur cette voie.

Le seul objectif du système capitaliste est, et demeurera, la recherche du profit, et non une redistribution équitable



de la richesse. D'ailleurs, un récent rapport de l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE) mentionnait que l'écart entre les riches et les pauvres continue de s'accroître, que la croissance économique des 20 dernières années a davantage profité aux riches qu'aux pauvres et que dans certains pays, dont le Canada, l'écart a aussi grandi entre les riches et la classe moyenne. S'il en est ainsi en période de croissance, qu'en sera-t-il en période de crise?

Les forces progressistes devront unir leurs voix pour éviter que les conditions de vie de la population se détériorent davantage et pour que les membres des classes dominantes cessent d'utiliser la finance et l'économie comme ils le veulent et quand ils le veulent. Il faut adopter des stratégies de sortie de crise vigoureuses qui visent notamment à stimuler l'économie en investissant dans les infrastructures et les services publics. Bref, il faut saisir l'occasion de revoir notre système économique afin qu'il soit davantage orienté vers l'épanouissement de l'être humain plutôt que sur la recherche du profit quel qu'en soit le prix. En ce temps des Fêtes, peut-être que c'est le plus beau cadeau que nous pouvons nous souhaiter.

Dominique Daigneault  
2<sup>e</sup> vice-présidence du CCMM-CSN

Source : Unité Décembre 2008

Solidarité internationale

## Noir Canada

# L'impérialisme minier canadien est toujours présent

Des salaires de moins de 3\$ l'heure, pas de syndicat, ni d'assurance-maladie, aucune sécurité d'emploi avec en prime des conditions de travail dangereuses : respiration permanente de poussières, machineries dangereuses, pauses rares et aléatoires. La population locale qui réside à moins d'un kilomètre de la mine, quant à elle, se retrouve aux prises avec diverses maladies graves dont plusieurs sont d'ordre pulmonaire. Selon un villageois interrogé : « en fin d'après-midi, on déverse les résidus de minerais. Cela crée une grande poussière poussée vers nous ». Cette poussière envahissante empêche de respirer, donc de dormir, ou seulement de regarder, quand elle ne se pose pas sur la nourriture. Non, ce n'est pas la Chine, ni même l'Inde, mais l'Afrique. Ce qui surprend quelque peu c'est l'origine de l'employeur : IamGOLD Mali SARL, une compagnie malienne contrôlée par la IamGOLD, une entité canadienne ayant son siège social sis à Toronto et cotée en bourse à New York.

Ces informations sont tirées du livre d'Alain Deneault, William Sacher et Delphine Abadie intitulé : « Noir Canada », publié, aux éditions Écosociété. Aujourd'hui, les sociétés minières canadiennes sont un peu plus sensibles au côté environnemental et au respect des droits des travailleuses et des travailleurs au pays; elles ont une côte abrupte à remonter de ce côté et une image corporative à polir. Mais ces mêmes compagnies ont une toute autre attitude à l'étranger.

Même ici, l'impérialisme minier canadien change de visage et de manières, les compagnies se concentrent plus sur l'aspect financier et elles tirent les ficelles de l'autre bout du monde. On ne voit plus tellement de sociétés minières s'impliquer directement dans toutes les sphères du domaine minier : de l'exploration au traitement du minerai. Aujourd'hui, nos compagnies vont former des conglomerats avec des compagnies locales et y inclure la participation financière de l'État au processus. Les résultats restent cependant toujours aussi dévastateurs : profits mirobolants pour la société mère et conditions de vie abjectes pour les résidents vivant à proximité, sans oublier une exploitation

éhontée des travailleuses et des travailleurs. Les compagnies minières canadiennes, sont présentes partout sur la planète et sur tous les continents (Chili, Pérou, Indonésie, Ghana, République Démocratique du Congo (RDC), Guyane, etc). Elles constituent le fer de lance de l'impérialisme canadien, bien qu'elles ne soient plus présentes dans toutes les étapes de l'extraction du minerai et que le logo de la compagnie ne trône pas sur le mur extérieur du « shaft » (puits de mine).

Toutes les ramifications, les problèmes, « les accointances » des uns avec les autres nous sont contés dans le livre Noir Canada avec moult détails. Le travail des auteurs aura été de colliger ces informations et d'en faire un livre dévastateur pour l'image de l'industrie minière canadienne. Au point où, avant même sa sortie officielle, la compagnie Barrick Gold décidait d'entamer des poursuites contre les auteurs et la maison d'édition pour avoir publié des « allégations fausses et diffamatoires ». Une injonction demandant que le livre ne sorte pas avait même été déposée. Le bouquin fut quand même mis sur les tablettes des librairies en mai et les poursuites de la Barrick Gold furent grandement médiatisées. Le 19 septembre dernier, les Éditions Écosociété et les trois auteurs du livre ont reçu une nouvelle mise en demeure leur demandant de cesser de qualifier de « poursuite-bâillon », les mesures intentées par la compagnie.

Il y a quelques semaines, des articles parus dans divers médias ([www.cyberpres.se.ca/international/afrique](http://www.cyberpres.se.ca/international/afrique)) venaient corroborer la version de « Noir Canada ». Le travail d'information doit être fait et ces compagnies dénoncées publiquement. En achetant le livre, on contribue à ce dont les citoyens canadiens prennent conscience et encourage les auteurs et la maison d'édition à poursuivre ce travail de recherche souvent militant et pécutiairement non rentable. En vente dans toutes les librairies syndiquées.

*Pierre Bibeau*

Responsable du comité solidarité internationale

Source : Unité Décembre 2008